SYNDICATS

CFDT/CFTC/CGT/FO Département du Rhône CFDT/CFTC/CGT Grand Lyon

Métropole de Lyon : Régression pour la population et le personnel !

Nous dénonçons les conditions de mise en place de la Métropole de Lyon.

Il est faux de dire que des négociations sont en cours : l'exécutif du Grand Lyon présente aux organisations syndicales des propositions qui ont déjà fait l'objet de communications auprès des cadres et des agents :

Ex : sur le temps de travail, rien n'est acté mais le Grand Lyon publie le 30 septembre un écrit intitulé « Cap sur la Métropole – retour sur l'intersyndicale du 29 septembre/ Temps de travail », où les propositions de l'administration sont présentées comme déjà actées et, lors d'une présentation à la salle 3000, les cadres du Département ont eu la même information.

Autre exemple : sur la Protection Sociale, 2 jours avant la réunion dite « de négociation » l'INTERNET du Département publiait déjà les informations sur la Prévoyance...

De qui se moque-t-on ?

Contrairement aux affirmations de l'exécutif de la future Métropole, rien n'est acté, ni négocié de la part de nos organisations syndicales. Elles n'ont rien validé et refusent de servir de caution à Gérard COLLOMB.

Que cherche le Président du Grand Lyon ? Le rapport de force ?

Les propositions faites par l'Administration sont inacceptables :

Temps de travail : un recul manifeste et une remise en cause des acquis :

- actuellement, le personnel du Grand Lyon travaille 1 571 heures par an, a 27 jours de congés annuels et 3 jours du Président, avec possibilité de formule de travail sur 4 jours et récupération des heures supplémentaires effectuées.
- les agents du Département travaillent 1 607 heures par an et, pour ceux qui ont choisi la formule 1A (5 jours à 7 h 45 et 5 jours par semaine), ont 34 jours de CA et 12 JRTT. Seule la formule 1C (7 heures de travail par jour, 5 jours par semaine) donne droit à 25 CA et 0 JRTT.

Ceci correspond à des avantages acquis collectivement de part et d'autre.

Les agents n'ont pas demandé la création de la Métropole

La formule de base proposée par la Métropole est 7H/jour et 25 Congés annuels (CA), ce qui correspond au minimum légal !

Les 2 autres formules proposées sont aussi sur la base de 25 CA et seront accordées exclusivement sous réserve de l'avis du chef de service.

La formule 3 proposée par la Métropole ressemble étrangement à la formule 1A du Département (5 jours à 7 h 45 et 5 jours par semaine) et donne droit à 25 CA et 22 RTT (1 JRTT étant consacré à la journée de solidarité, annualisée au Département)

ATTENTION : les congés maladie, les autorisations d'absence ne donnent pas droit à JRTT !

Fin de toute souplesse = absence de l'articulation vie privée/vie au travail

(par exemple : fin des formules 2A ou 2B permettant de travailler 4 jours par semaine).

Au département, fin des temps partiels pour les parents d'enfants jusqu'à 14 ans (à la Métropole, maintien de ce droit pour les parents d'enfants jusqu'à 3 ans = le minimum légal !)

Régime indemnitaire : dès janvier, une délibération sera prise sur le RI des nouveaux embauchés. Elle sera alignée sur le minimum légal. Alors qu'aujourd'hui, la Métropole refuse l'harmonisation par le haut des régimes indemnitaires. A terme, tous les agents verront leur RI tiré vers le bas. (*)

CASC/COS : le budget du COS sera peu revalorisé en 2015, alors que le nombre d'agents va doubler ! Que dire du mépris affiché pour la qualité de vie des agents sur le plan social et culturel ?

Sur le dispositif mobilité, le taux de réussite annoncé par le Grand Lyon (96%) dissimule la réalité mal vécue par les agents concernés : au 6 octobre, 65 agents non positionnés (qui ne savent pas où ils travailleront au 1^{er} janvier), dont 21 pour le Nouveau Rhône et 41 pour la Métropole. Au 13 octobre, ils ne sont plus que 49, dont la plupart ont eu des propositions...

Aucun respect des délais annoncés, et surtout aucune considération pour ces personnes. Comment les organisations syndicales peuvent-elles discuter avec un employeur qui ne respecte pas ses propres annonces ?

Sur les effectifs transférés, le Département parle de postes budgétés et le Grand Lyon annonce un transfert sur des postes payés. Compte tenu du nombre de postes vacants dans les 2 administrations, ce sont environ 700 postes qui disparaissent !

Comment les services de la future Métropole pourront-ils assurer leur mission de service public ?

Nous exigeons le maintien de tous les postes, de tous les services, de toutes les missions.

Vos représentants sont attendus le jeudi 6 novembre à 14 heures au Grand Lyon pour participer au groupe de travail "Temps de travail".

RIEN N'EST ARRÊTÉ, TOUT RESTE À NÉGOCIER

- pour obtenir le maintien de nos acquis sur le temps de travail, le régime indemnitaire, la protection sociale, le respect des instances paritaires et des droits syndicaux...
- pour défendre des conditions de travail qui nous permettent d'assurer les missions des services et la qualité du service rendu au public.

Pour faire entendre nos revendications, les organisations syndicales appellent l'ensemble du personnel à manifester le :

**JEUDI 6 Novembre à partir de 13 H 30
sur le parvis de l'Hôtel Communautaire
20 rue du Lac, 69003 LYON**

PARTICIPEZ NOMBREUX AU RASSEMBLEMENT

▽ **Montrons que la métropole regardée par tous n'est pas celle décrite et présentée par Gérard Collomb.**

▽ **Montrons que c'est ensemble, et avec nous, agents de cette future collectivité, que les choses doivent se négocier.**

Un préavis de grève reconductible sera déposé par l'ensemble de nos organisations syndicales.

=====
(*) **De l'argent il y en a pour les élus, pas pour les agents :**

(Source : *La tribune de Lyon du 9 au 15 octobre*)

Indemnité doublée ! Pour les conseillers communautaires actuels, la naissance de la Métropole va mettre du beurre dans les épinards. La loi prévoit qu'il est possible d'aligner les indemnités sur celles des conseillers généraux du Rhône.

L'indemnité des 165 conseillés de base, qui s'élève à 1200 euros par mois, pourrait être multipliée par un peu plus de deux pour atteindre environ 2500 euros.

Quant aux vice-présidents, ils pourraient toucher demain un peu plus de 3700 euros. Reste qu'au moment où la Métropole explique aux futurs ex-agents du Conseil Général que l'heure est aux économies, il sera difficile de se montrer trop généreux avec les élus.